

Communiqué

Pour publication immédiate

Québec, le 9 mars 1999

Le budget Landry ne permettra pas aux Universités de sortir de la crise financière

Bien qu'il comporte certaines annonces positives pour les universités québécoises, le Budget rendu public par le ministre d'État à l'Économie et aux Finances n'est pas de nature à permettre le redressement de la base de financement des établissements au cours des prochaines années, déclare la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) dans un communiqué émis aujourd'hui.

Le Gouvernement met fin aux compressions et il annonce que les universités recevront leur part d'un montant de 342 M\$, renouvelable en 2000-2001, alloué à tous les ordres d'enseignement pour assumer le financement des coûts de système, c'est-à-dire des dépenses reliées à l'application des conventions collectives et à l'indexation de leurs dépenses de fonctionnement.

Il s'agit d'un pas positif, déclare le président de la FQPPU, Roch Denis, qui souligne aussi, parmi les mesures du Budget, l'allocation d'une somme de 170 M\$ destinée à soulager l'endettement des universités et à leur permettre de supporter le coût des programmes de départs volontaires qu'elles ont mis en œuvre au cours des dernières années.

Pour M. Denis, là s'arrêtent cependant les bonnes nouvelles. Car si l'on compare les engagements du Gouvernement aux besoins criants des universités qui ont subi des compressions de l'ordre de 500 M\$ depuis 5 ans, le compte n'y est pas du tout déclare le président de la Fédération universitaire. La somme de 170 M\$ n'est pas récurrente souligne-t-il, et mis à part le financement des coûts du système, les établissements universitaires ne disposeront d'aucune autre marge de manœuvre pour sortir de la crise où les a plongés la politique gouvernementale. Pire, souligne M. Denis, les 170 M\$ ne couvrent même pas la moitié du déficit accumulé des universités qui s'élèvera cette année à 360 M\$. Elles devront donc continuer de subir les effets de la politique des compressions au lieu de prendre le virage du développement que leur commande le ministre Landry. Le président de la FQPPU trouve particulièrement inacceptable le fait que le Gouvernement dresse une contrepartie à l'allocation des maigres 170 M\$ qu'il leur alloue. Elles devront présenter des plans de redressement financier assurant leur retour à l'équilibre budgétaire dans un délai maximum de quatre ans. Sans argent pour ce faire, les universités sont donc enjointes de continuer de couper. Ainsi le gouvernement impose aux établissements l'odieux d'une politique à laquelle il n'ose plus donner son nom et qu'il fait mine d'abandonner.

Le président de la FQPPU note aussi que le Budget du ministre Landry réserve des sommes de l'ordre de 150 M\$ à la R-D, sommes qui seront gérées sous la responsabilité du ministre de la Science, de la Recherche et de la Technologie. Le Gouvernement confirme ainsi son orientation favorable au financement ciblé des domaines de recherche et d'innovation qu'il privilégie, tandis que de leur côté les universités continueront de manquer de fonds pour l'accomplissement de leur mission, en particulier dans l'ensemble des domaines qui ne répondent pas aux critères du marché. Cette politique ne peut que provoquer des déséquilibres dans le fonctionnement des universités et dans les choix académiques et pédagogiques qu'il leur revient de faire en toute autonomie.

Rien, par ailleurs, n'est dit sur le financement des organismes subventionnaires alors que d'un autre côté le Gouvernement annonce la création d'Innovation-Québec, un fonds de 32 M\$ pour le développement d'une « base de recherche scientifique de calibre international » et d'un nouvel organisme Valorisation-recherche Québec doté d'une somme de 100 M\$ pour renforcer les partenariats entre le privé, les milieux de la recherche et la commercialisation des résultats. Ces initiatives, déclare le président de la FQPPU, et l'orientation qui les sous-tend, ressemblent à s'y méprendre aux initiatives récentes du gouvernement fédéral en matière de financement de la recherche. *Au lieu d'encourager ainsi une dépendance de plus en plus grande des universités et de la recherche à l'égard du financement privé, le Gouvernement, conclut Roch Denis, devrait commencer par redonner aux universités les 500 M\$ qu'il leur a retirés depuis 5 ans. L'avenir du Québec passe par une formation universitaire de haut niveau et le Budget du ministre Landry ne permet pas de corriger le tir dans cette direction.*